

GUIDE DE PRÉPARATION



Assemblée générale : La Russie

Lucie Belzile, co-présidente

Otilia Scott, co-présidente

Mot de la présidence

Chers délégué(e)s,

Nous vous souhaitons la bienvenue à cette sixième édition de la Simulation de l'Union européenne du Collège Jean-de-Brébeuf. Lors de ces deux jours de simulation, vous aurez la chance de débattre des enjeux concernant la Russie et les dangers qu'elle représente pour l'Union. Les simulations politiques constituent une importante opportunité d'apprentissage sur le monde de la diplomatie et des relations internationales. SimEURO vous propose de tenter de résoudre des problèmes qui posent des défis aux leaders des pays européens.

Dans le cadre du comité sur la Russie, les sujets de l'agenda sont les suivants :

- Le conflit ukrainien
- L'interférence russe dans les élections européennes.

Ce guide de préparation a été rédigé à titre indicatif, afin d'aiguiller vos recherches dans la bonne direction et de vous apporter une compréhension de base sur chacun des sujets. Les recherches que vous effectuerez de façon préalable à la simulation devront être faites en fonction de votre position nationale sur les sujets présentés ci-dessus, et focalisées sur vos intérêts en tant qu'États membres de l'Union européenne. Cela est nécessaire afin que vous puissiez adopter une attitude appropriée durant les débats et les caucus non modérés. N'hésitez pas à utiliser les références inscrites en notes de bas de page pour vos recherches.

Nous aimerions vous rappeler que le plagiat est strictement interdit, tant à l'intérieur du comité que pour le restant de la simulation. Dans le cas échéant, la personne concernée se verra retirer le droit de participer à la simulation.

Nous espérons qu'en sortant de ce comité, vous serez munis d'une meilleure compréhension des enjeux internationaux, et inspirés par les valeurs de la diplomatie, de la coopération et de la persévérance.

Cordialement,

Ottilia Scott & Lucie Belzile

Table des matières

<i>Introduction</i>	4
<i>Historique de l'UE</i>	4
Gouvernance et structure de l'UE: pays membres, vote, et compétences de l'Assemblée.....	5
Rôle et mandat du Conseil de l'Union européenne	5
<i>Introduction</i>	7
<i>Comprendre le conflit</i>	7
<i>Tentatives de résolution du conflit : le Protocole de Minsk du 5 septembre 2014</i>	9
<i>Intérêts économiques en Ukraine</i>	9
<i>Intérêts géopolitiques en Ukraine</i>	10
<i>Enjeux et implication de l'Union européenne</i>	10
<i>Conflit gazier</i>	10
<i>Sanctions à l'encontre de la Russie</i>	11
<i>Actions de l'UE</i>	11
<i>Questions à considérer pour votre recherche</i>	12
<i>Bibliographie</i>	13
<i>Sujet 2 : L'interférence russe dans les élections européennes</i>	14
<i>Introduction</i>	14
<i>Comment?</i>	16
Stratégie 1: Phishing par courriel	16
Stratégie 2: Malware	17
<i>Pourquoi?</i>	18
<i>Étude de cas: Élections présidentielles américaines de 2016</i>	19
<i>Actions possibles de l'UE</i>	21
<i>Conclusion</i>	22
<i>Questions à considérer pour votre recherche</i>	22
<i>Bibliographie</i>	23

Introduction

Historique de l'UE

Le Conseil de l'Union européenne (le « Conseil de l'UE ») a été officiellement créé en février 1992 par le traité de Maastricht. Ce traité transformait la Communauté européenne en l'organe que nous connaissons aujourd'hui, l'Union européenne, et bâtissait les institutions qui la composent telles que le Conseil de l'UE. L'accord prévoyait également la mise sur pied d'une devise commune, soit l'euro. De nos jours, le **Conseil de l'Union européenne** siège à Bruxelles, la capitale administrative de l'Union. Dans le cadre de vos recherches, vous devrez faire bien attention à ne pas confondre le Conseil de l'Union européenne au Conseil européen ou encore au Conseil de l'Europe : le **Conseil européen** est établi en tant qu'organe de l'Union, mais rassemble les chefs d'État de tous les pays membres à quatre occasions durant l'année afin qu'ils puissent débattre du programme des politiques de l'Union; le **Conseil de l'Europe** est quant à lui un organe indépendant de l'UE qui sert à faciliter les échanges entre les pays membres, qui ne sont pas nécessairement européens cependant. Bref, tenez-vous-en au Conseil de l'Union européenne!

Le processus d'élargissement de l'Union européenne est régi par l'article 49 du traité sur l'Union européenne (TUE) de 1992¹. Ce dernier établit la condition fondamentale d'adhésion d'un État européen à l'Union, soit le respect des principes de liberté, des droits de la personne et de la démocratie. En théorie, n'importe quel État européen remplissant ces conditions peut envisager de devenir membre de l'Union européenne. En pratique, d'autres critères peuvent compliquer les relations entre l'Union et le pays candidat, comme l'illustre le cas de l'Ukraine. Aucune condition n'est normalement requise pour commencer les procédures d'adhésion. Toutefois, il est coutume pour les pays candidats d'ouvrir un accord d'association avec l'Union, en d'autres mots une zone de libre-échange. Ceci permet à l'État candidat de démontrer son engagement envers les acquis communautaires européens.²

Le 1^{er} juillet 2013, l'Union européenne a accueilli parmi ses membres la Croatie, marquant un 7^e élargissement depuis sa création en 1957. Cet élargissement marque la continuation de l'avancée des valeurs européennes vers l'Est, mouvement entrepris depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Au lendemain de la Guerre froide, les tentatives de réunification de l'Europe ont effectivement nécessité une expansion agressive de l'Union européenne vers les anciennes nations soviétiques. Cette nécessité d'intégrer l'Est dans l'Union s'est affichée en 2004, avec l'intégration de 10 États autrefois sous l'emprise russe dont la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et Malte.

Les différents élargissements de l'Union européenne ont, au cours des années, entraîné la réforme d'institutions et de certaines politiques de l'Union européenne telles que la politique agricole commune ou encore la politique



¹ *La procédure d'adhésion à l'Union européenne*. Comprendre l'Europe. Toutel'Europe.eu. 13.07.2016.

² Un acquis communautaire est une expression spécifique au droit de l'Union européenne, regroupant l'ensemble des droits et obligations juridiques des États membres.

structurelle. Les États candidats à l'adhésion doivent remplir des critères de préadhésion, tels que l'adaptation de leur économie et de leur société aux normes européennes. Après l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, les dirigeants de la Commission européenne ont commencé à prôner un ralentissement de l'expansion de l'UE vers l'Est.³ Cette « pause » aura un effet négatif sur la possibilité d'intégration de l'Ukraine, déjà bien lointaine dans les esprits.⁴

Gouvernance et structure de l'UE: pays membres (plus vote), compétence de l'Assemblée

Comprenant 28 États, cette association politique et économique atteint son ampleur actuelle au bout de 6 élargissements. Elle comprend de plus 6 États candidats : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la République de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie.

Rôle et mandat du Conseil de l'Union européenne

Dans le cadre de la simulation, il sera primordial que vous connaissiez bien les rôles et mandats du Conseil de l'Union européenne. Voici les 6 sujets dont vous pouvez discuter et sur lesquels vous devrez prendre position en tant que délégué.

1. Pouvoir législatif

Le Conseil et le Parlement partagent la responsabilité de la décision finale sur les projets d'actes législatifs proposés par la Commission. Tout projet de loi européen doit passer par le Conseil avant d'être mis en vigueur.

2. Coordination des politiques économiques

Les États membres de l'UE ont décidé de doter l'Union d'une politique économique globale, administrée par les ministres de l'Économie et des Finances des pays membres. L'objectif poursuivi est également de créer plus d'emplois et d'améliorer les systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale. Bien que chaque pays reste responsable de ses propres politiques, les États membres peuvent se mettre d'accord sur des objectifs communs et apprendre les uns des autres. Tout accord économique qui est paneuropéen fait partie des domaines d'expertise du Conseil.

3. Signature d'accords internationaux

Le Conseil conclut des accords au nom de l'UE dans des domaines aussi variés que l'environnement, le commerce, le développement, les textiles, la pêche, la science, la technologie et les transports. Il bénéficie donc d'un levier diplomatique avec les nations non européennes qui veulent faire affaire avec l'Union en tant qu'entité.

4. Approbation du budget de l'UE

Le budget annuel de l'UE est établi conjointement par le Conseil et le Parlement européen.

5. Politique étrangère et de défense

Les gouvernements nationaux exercent un contrôle indépendant sur ces questions, mais ils coopèrent ensemble pour élaborer une politique étrangère et de défense commune (dite «Politique étrangère et de

³ *Les enjeux de l'élargissement de l'Union européenne*. L'Étudiant.fr. 2007.

⁴ Gouyon, F (2005). *L'Ukraine aux limites de l'Europe?* . Hérodote, no 118,(3), 147-155. doi:10.3917/her.118.0147.

sécurité commune»). Le Conseil est le cadre principal de cette coopération gouvernementale. L'UE ne possède pas d'armée supranationale. En revanche, afin de lui permettre de réagir plus rapidement en cas de conflits internationaux et de catastrophes naturelles, certains États membres de l'UE fournissent des troupes au sein d'une force multinationale de réactions rapides, dont le rôle se limite à l'action humanitaire, aux opérations de secours et au maintien de la paix.

6. Justice

Les citoyens européens doivent avoir un accès identique à la justice, partout en Europe. Au sein du Conseil, les ministres de la Justice s'efforcent de veiller à ce que les jugements rendus par un tribunal dans un pays de l'UE soient reconnus dans tous les autres pays de l'Union. Les ministres de la Justice et de l'Intérieur coordonnent le maintien de l'ordre aux frontières extérieures de l'UE, ainsi que la lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

Sujet 1: Le conflit ukrainien

Introduction

Depuis novembre 2013, l'Ukraine traverse une des plus graves crises diplomatiques depuis la fin de la Guerre froide.⁵ Bien que cette guerre ne fasse plus la manchette au quotidien, les violations des droits humains persistent et ont de quoi inquiéter la communauté internationale, plus particulièrement l'Union européenne. En effet, depuis 2014, le conflit a fait plus de 9 700 morts et 21 000 blessés⁶, bilan qui ne cesse d'augmenter.

En 2018, 7% du territoire ukrainien est toujours contrôlé par les séparatistes pro-russes. Le cessez-le-feu invoqué par le protocole de Minsk n'a plus aucune crédibilité ni autorité auprès des belligérants. Les violations des droits fondamentaux perpétrées par le gouvernement ukrainien et les groupes armés séparatistes semblent s'empirer de jour en jour. En janvier et février 2018, les parties prenantes se sont engagées dans l'un des pires bombardements depuis 2014, détruisant des infrastructures civiles d'importance capitale comme les écoles. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) recense qu'au moins 425 civils ont perdu la vie en 2017.

Le conflit entrera dans sa cinquième année en 2019. Par sa proximité géographique et ses implications dans le passé, l'Union européenne détient une responsabilité dans l'aboutissement de cette crise. Il sera donc de votre responsabilité, pendant ces deux jours, de développer une solution réaliste et inspirée qui permettra de réduire l'impact négatif du conflit.

Comprendre le conflit

L'Ukraine est-elle « européenne » ou « russe » ? Voilà posé, de manière générale, le dilemme identitaire et politique qui déchire le pays depuis bien trop longtemps. Prise entre les deux grandes puissances de l'Est et de l'Ouest et influencée par ses anciens liens à l'Union soviétique, la politique étrangère de l'Ukraine a depuis toujours navigué entre ces pôles opposés. Les liens entretenus par l'Ukraine avec ses deux voisins ont beaucoup fluctué avec le temps, passant de la domination à la coopération. Toutefois, pendant la dernière décennie, la politique étrangère ukrainienne fut surtout affectée par des problèmes locaux. Manipulée de l'intérieur par les intérêts cachés de la Russie, l'Ukraine s'est retrouvée dans une guerre civile sanglante qui a abîmé ses relations avec la communauté internationale.

Au début des années 2000, le gouvernement ukrainien ne visait pas seulement une « entrée » en Europe, mais un « retour » à l'Europe, dont il estimait faire partie. Ce retour est en effet un moyen pour l'Ukraine de se libérer de la tutelle russe. Le président Viktor Iouchtchenko s'est notamment démarqué lors de la présidentielle de 2010 par les réformes qu'ils voulaient apporter aux relations avec l'Europe et la Russie. La voie choisie par ce dernier semblait aller vers les intérêts européens, tout en gardant des relations

⁵ Armandon, E. (2016). *Géopolitique de l'Ukraine*. Paris cedex 14, France: Presses universitaires de France.

⁶ Mélanie Meloche – Holubowski. *6 points pour comprendre la guerre qui perdure en Ukraine*. Publié du ici.radio-canada.ca/nouvelle le 3 février 2017.

pragmatiques avec Moscou : passer ainsi du statut de « client » au statut de « partenaire ». Toutefois, une grande partie de sa population n'était pas d'accord, ce qui a ralenti l'avancée des relations avec l'UE.⁷

La disparité dans la population ukrainienne est fidèle à sa géographie et à son histoire : à l'Ouest se trouve la population majoritairement pro-Europe, qui souhaite se libérer de la tutelle russe et évoluer vers les valeurs prônées par l'Union. À l'Est, la population est majoritairement russophone et se sent très proche culturellement de la Russie.



- Zone mitoyenne, déchirée entre les pro-russes et pro-Europe;
- Zone influencée par l'Europe;
- Zone russophone (dont la Crimée).

La crise ukrainienne a officiellement débuté en novembre 2013, au moment où le président pro-russe Viktor Ianoukovytch a pris la décision de ne pas signer l'accord d'association avec l'Union européenne. Ce refus a engendré des manifestations pro-européennes, surnommées « *Euromaïdan* », marquées par une violence inouïe. En début de 2014, ces manifestations se sont transformées en véritable soulèvement, causant plus de quatre-vingts morts et l'exil du président Ianoukovytch. Un nouveau gouvernement pro-européen, sous la direction d'Arseni Iatseniouk est alors mis en place. La Crimée, dont les intérêts divergent de ceux du gouvernement provisoire, réagit très violemment. Elle autoproclame son indépendance et vote pour son rattachement à la Russie lors d'un référendum le 16 mars 2014. La légitimité de ce référendum n'est toutefois pas reconnue par la communauté internationale, ce qui mène à une crise diplomatique. Cette initiative de la Crimée crée un mouvement dans plusieurs autres provinces à forte population russophone, dont le Donbass. Des manifestations « *Antimaïdans* » éclatent dans plusieurs villes, dont Donetsk, Kramatosk et Louhansk, et se transforment en insurrection armée à l'encontre du gouvernement central à Kiev. Cette insurrection permet l'autodétermination des Républiques populaires de Donetsk (7 avril) et de Lougansk (11 mai).

C'est là que la Russie entre en jeu. Le 27 février 2014, une armée de terre non-identifiable commence des manœuvres militaires sur les zones frontalières en Crimée. Ces « exercices militaires » se déroulent près de la base russe de Sébastopol. Le 28 février, ces mêmes hommes prennent le contrôle des aéroports de Simferopol et de Sébastopol, les deux aéroports desservant la Crimée. Le gouvernement central de Kiev et le reste de la communauté internationale dénoncent cela comme une invasion territoriale. Le ministre de l'Intérieur assume que les hommes cagoulés sont des militaires russes, information que Moscou dément. La situation est chaotique : Ianoukovytch s'estime toujours le dirigeant légitime du pays tandis que les

⁷ Gouyon, F. (2005). L'Ukraine aux limites de l'Europe? *Hérodote*, n° 118,(3), 147-155. doi:10.3917/her.118.0147.

manifestations *Euromaïdans* et *Antimaïdans* continuent. Un mois plus tard, le 1^{er} mars, le premier ministre de la Crimée appelle Moscou « à l'aide » et lui demande d'intervenir militairement sous le prétexte que des hommes armés non-identifiés ont envahi le territoire. Le Sénat russe approuve ainsi le déploiement de forces armées dans la région jusqu'à ce que la situation se stabilise. La Russie en profite pour entreprendre une « campagne de normalisation » visant à distribuer des passeports russes à la population de la Crimée. Elle augmente par la suite son effectif militaire sur le terrain à 20 000 hommes, au nom de la « protection des citoyens russophones ».⁸

Il faut tout d'abord comprendre que l'Ukraine est un pays fragile non seulement en raison de sa création récente, mais également à cause de sa désunion socioculturelle (tel qu'illustré sur la carte ci-dessus). L'Ukraine est d'autant plus fragilisée du fait que la Crimée n'en fait *de facto* plus partie, et souffre de graves problèmes financiers : sur les 18,79 milliards de dollars de réserve de change qu'il lui reste, elle en doit 7 à ses créanciers et 17 à la Russie en facture de gaz naturel. En 2013, Moscou profite de la dette ukrainienne et lui offre un prêt financier de 15 milliards de dollars sous formes d'euros-obligations (*Euro-bonds*). De l'autre côté, l'Ukraine demande à l'UE un prêt de 20 milliards d'euros qui lui est refusé, l'Union promettant néanmoins une aide financière. C'est le scénario parfait pour la Russie, puisque l'Ukraine n'a pas d'autres choix que de se tourner vers elle. Le 17 décembre 2013, le plan d'action russo-ukrainien est signé. L'acceptation de ce prêt renforce l'influence russe en Ukraine.

Les États-Unis proposent des sanctions allant jusqu'à l'isolement économique de la Russie. La situation de l'Europe est extrêmement compliquée : sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie l'empêche de prendre des mesures fermes contre elle, bien que la situation soit politiquement inacceptable à ses yeux.⁹

Tentatives de résolution du conflit : le Protocole de Minsk du 5 septembre 2014

Le protocole de Minsk est signé par les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk dans le but de mettre fin à la guerre du Donbass en Ukraine orientale. Les négociations de ce traité furent supervisées par l'OSCE. Le protocole a pour conséquences un cessez-le-feu immédiat dans l'Est de l'Ukraine.



Intérêts économiques en Ukraine

L'Ukraine est un territoire extrêmement important stratégiquement pour Moscou, et c'est pourquoi Vladimir Poutine est prêt à prendre d'énormes risques pour y conserver son influence.¹⁰ D'un point de vue économique, la région est cruciale pour le maintien des exportations énergétiques russes, qui représentent 30% de son PIB.¹¹ Effectivement, 80% du gaz naturel et du pétrole russe importé en Europe passe par les oléoducs et des pipelines

⁸ Prentice, A. Polityuk, P. *Le Sénat russe approuve l'envoi de troupes en Crimée*. Reuters. 1er mars 2014

⁹ *Union européenne – Russie : quelles relations?* Sénat, un site au service des citoyens. 2018.

¹⁰ Waslander, S. *Why is Ukraine so Important for Russia?* Foresight Investor. 2014.

¹¹ *Russia*. The Observatory of Economic Complexity. <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/rus/#Exports>

ukrainiens. Or, si la Russie perdait son influence en Ukraine, elle n'aurait plus ce contrôle sur cette « route de la soie ». Les Russes profitent d'autant plus de la fragilité de l'Ukraine, car cette dernière ne possède pas de pouvoir de négociation sur l'importation de ces ressources. De plus, l'avantage économique que détient la Russie sur l'Europe lui permet d'influencer la politique européenne pour satisfaire ses intérêts stratégiques, avantage qu'elle n'est donc pas prête à perdre.

Intérêts géopolitiques en Ukraine

La deuxième raison pour laquelle l'Ukraine demeure d'importance capitale pour Moscou est l'OTAN. Cette alliance militaire entre les pays occidentaux fut créée pour assurer une protection mutuelle contre la menace que représentait l'Union soviétique à l'époque. Si un seul membre de l'Union agresse militairement un autre État membre, l'agression équivaut à une déclaration de guerre contre l'ensemble des membres de l'Organisation. Au moment de la chute de l'URSS, en 1989, l'Occident avait fait un pacte avec le président russe de l'époque, Mikhaïl Gorbatchev : en échange d'une réunification non-violente de l'Allemagne, l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Europe de l'Est. Une expansion vers les anciennes nations soviétiques poserait effectivement un problème à l'hégémonie russe dans la région. Les pays de l'OTAN n'ont toutefois pas tenu leur promesse. Avec les tentatives de rapprochement entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, le relèvement de l'Europe post-guerre froide nécessita une expansion vers l'Est. De nos jours, l'OTAN recouvre la majorité de l'ancienne Europe soviétique avec des membres comme les pays baltes et la Pologne. L'Ukraine demeure le dernier point de séparation entre l'OTAN et la Russie, et c'est pour ça qu'elle est d'une importance capitale pour la Russie comme pour l'Europe et l'OTAN. Moscou est donc prête à prendre d'énormes risques pour s'assurer que l'Ukraine ne devienne pas membre de l'OTAN.

L'Ukraine est d'autant plus importante stratégiquement par son emplacement géographique : sa frontière commune avec 5 pays européens et son accès à la mer noire lui donnent des atouts potentiels (non-exploités) autant dans les sphères économiques que politiques.

Enjeux et implication de l'Union européenne

Beaucoup disent que la crise ukrainienne est la faute de l'Europe. Le Traité de libre-échange passé avec l'Ukraine est considéré comme une intrusion dans la sphère d'influence de la Russie et le conflit ukrainien en est la conséquence attendue.

Conflit gazier

Le géant du gaz naturel russe *Gazprom* est le premier fournisseur de pétrole et de gaz naturel en Europe. Cette interdépendance économique a nécessairement un profond impact sur le conflit en Ukraine. Effectivement, alors que l'accord d'association devait être signé entre l'UE et l'Ukraine fin 2013, la Russie a fait pression sur Kiev notamment en restreignant l'importation de certains produits et en revoyant les prix du gaz à la hausse. De plus,

la Russie a souvent menacé de revoir ses relations économiques avec l'UE si ses intérêts en Ukraine étaient ignorés. La dépendance énergétique vis-à-vis la Russie réduit considérablement le pouvoir de négociation



Klimkine

de l'UE, et, dans certains cas, l'oblige à se plier aux exigences russes. Ainsi, la position et les actions que prend l'UE concernant l'Ukraine affectent directement ses relations à la Russie.

Vers la fin de 2019, les deux projets de gazoducs, le germano-russe Nord Stream 2 et le turco-russe Turkish Stream, devraient entrer en service. Ces deux moyens de transport du gaz naturel passeront par la mer Baltique et la Turquie respectivement, de sorte à contourner le territoire ukrainien. Cette initiative russe prive l'Ukraine d'un pouvoir de négociation et d'une source de revenus nécessaire à son développement. Moscou avait déjà considérablement réduit, en 2011, la quantité de gaz exportée par l'Ukraine en Europe avec l'inauguration du Nord Stream 1 passant par l'Allemagne et les Baltiques. C'est un signe que la Russie ne tient plus l'Ukraine pour acquise dans sa sphère d'influence, comme c'était le cas dans les années 90.

Pour de nombreux opposants aux projets de gazoducs, dont la Pologne, l'Union européenne ne fait qu'accroître sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie et place son alliée, l'Ukraine, dans une position très difficile politiquement et économiquement. Cette dépendance énergétique est le principal instrument de négociation pour la Russie, et il serait stratégiquement plus éclairé pour l'Europe de trouver un moyen de réduire cette dépendance pour diminuer l'influence et l'ingérence russes.

Lors de sa rencontre avec Vladimir Poutine en juillet dernier, le Donald Trump n'a pas caché son intention de concurrencer Nord Stream en vendant à l'Europe du gaz naturel liquéfié, bien que ce dernier coûte beaucoup plus cher que le gaz russe. Trump en a également ajouté de la pression sur l'Europe en accusant la chancelière allemande, Angela Merkel, d'être manipulée par la Russie.¹²

Sanctions à l'encontre de la Russie

Malgré les risques économiques courus, l'Union européenne a réussi à défendre son point de vue en infligeant à la Russie des sanctions. La liste des sanctions envers la Fédération de Russie comprend une série de *personae non gratae* ainsi que d'entreprises avec qui il est interdit de commercer. Plus important encore : l'UE interdit les importations en provenance de Crimée sans certificat d'origine ukrainien ainsi que les échanges financiers avec cinq banques fédérales russes, trois entreprises d'énergie et trois entreprises d'armement russes.

En réaction, la Fédération de Russie a décrété en 2014 un embargo alimentaire et une liste de *personae non gratae* européennes. L'embargo alimentaire concerne les produits en provenance non seulement de l'UE, mais également de Norvège, d'Australie, du Canada et des États-Unis. Cet embargo qui ne devait durer qu'un an, sera toujours en place fin 2018. La Russie a rajouté à la liste des États touchés l'Albanie, le Monténégro et menace maintenant de l'appliquer à l'Ukraine. Cet embargo a eu de lourdes conséquences sur les exportations françaises vers l'Est : ces dernières seraient effectivement passées de 347,3 millions d'euros à 23,3 millions.¹³

Actions de l'UE

La Politique européenne de Voisinage (PEV), créée en 2004, est une politique européenne visant à améliorer les relations avec les États voisins qui ne comptent pas adhérer à l'Union. La PEV concerne des enjeux

¹² *De premières discussions positives sur les exportations via l'Ukraine de gaz russe.* (2018). France Monde. La Nouvelle République.fr.

¹³ Mandraud, I. (2016) *La Russie s'appête à prolonger l'embargo alimentaire jusqu'à la fin de 2017.* Le Monde Économie.

primordiaux dans la politique étrangère européenne tels que la sécurité, la stabilité et l'économie. L'Ukraine constitue le premier partenaire de l'UE concernant la PEV, et l'UE est de nos jours le premier partenaire commercial de l'Ukraine. Le changement de pouvoir à Kiev en 2014 (qui est passé de pro-russe à pro-Europe) a ravivé les relations bilatérales avec l'Union. Cette dernière a déjà pris de nombreuses mesures pour attirer l'Ukraine dans son camp :

- 22 et 23 mars 2018 : visite du ministre de l'Europe et des affaires étrangères de Jean-Yves le Drian à Kiev. Cette rencontre avait pour but de rappeler l'engagement de la France dans la résolution de la crise.
- 11 juin 2017 : levée du régime de visa court-séjour avec l'Ukraine. Les citoyens ukrainiens peuvent accéder à l'espace Schengen sans demande de visa pour des voyages d'une durée de 180 jours au maximum.
- 1^{er} septembre 2017 : entrée en vigueur de l'Accord d'Association entre l'UE et l'Ukraine.
- 5 mars 2014 : Adoption d'un ensemble de mesures d'aide financière s'élevant à 11 milliards d'euros pour la période 2014-2020 (sous forme de prêts, de subventions, et de l'établissement d'institutions financières) dans le but :
 - D'aider l'Ukraine à stabiliser sa situation économique et financière;
 - Soutenir la transition vers les valeurs européennes telles que la dignité humaine, la démocratie, l'égalité, etc.
 - Encourager les réformes politiques et économiques;
 - Favoriser un développement inclusif.¹⁴

Nous nous attendons à l'inclusion de ce type de solutions dans vos résolutions. L'Europe est actuellement dans une position très difficile concernant l'OTAN, ses relations avec la Russie, sa part de responsabilité face au conflit, la protection de son mandat et ses difficultés économiques. La crise ukrainienne est un conflit très complexe dont les origines remontent à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous ne vous demandons pas de trouver une solution définitive au conflit, mais bien de prendre des mesures pour aider l'Ukraine à se relever, à se tourner vers l'Europe ou d'améliorer la situation économique et énergétique actuelle de l'UE tout en espérant pouvoir pacifier sa relation avec la Russie qui a avantage à maintenir ce pays dans la division et la dépendance économique.

Questions à considérer pour orienter votre recherche

- Le gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis serait-il une alternative pour réduire votre dépendance énergétique à la Russie ?
- Quelle est la position de votre pays vis-à-vis l'élargissement de l'UE ?
- Quelles sont vos relations avec la Russie ?
- Quelles seraient les conséquences si l'Union européenne perdait l'Ukraine aux mains des Russes ?
- Quels types de missions l'UE pourrait entreprendre sans toutefois raviver le feu dans l'est du pays?

¹⁴ *L'Union européenne et l'Ukraine*. France Diplomatie. Diplomatie.gouv.fr

Bibliographie

Armandon, Emmanuelle. *Géopolitique de l'Ukraine*. Paris : Presses Universitaires de France, 2016.

« De premières discussions positives sur les exportations via l'Ukraine de gaz russe. » France-Monde, 17 juillet 2018.

Goyon, François. « L'Ukraine aux limites de l'Europe? » *Hérodote* 3, no. 118 (2005) : 147-155.

« L'Union européenne et l'Ukraine. » France Diplomatie. [s.d.]

Mandraud, Isabelle. « La Russie s'apprête à prolonger l'embargo alimentaire jusqu'à la fin de 2017. » *Le Monde*. 27 mai 2016.

Meloche-Holubowski, Mélanie. « 6 points pour comprendre la guerre qui perdure en Ukraine. » *Radio-Canada*. 5 février 2017.

Prentice, Alexandra et Polityuk, Pavel. « Le sénat russe approuve l'envoi de troupes en Crimée. » *Reuters*. 1 mars 2014.

« Russia. » *Oberservatory of Economic Complexity*, [s.d.].

« Union européenne – Russie : quelles relations? » *Sénat*, 11 septembre 2018.

Sujet 2 : L'interférence russe dans les élections européennes

Introduction

Commençons par établir un fait: l'interférence étrangère lors d'élections diminue la légitimité du système démocratique exprimée à travers la majorité des citoyens. L'interférence étrangère, comme nous l'entendons, est l'acte posé par un État souverain dans le but de changer le résultat d'une ou plusieurs élections, peu importe à quel palier de gouvernement. Ces interférences peuvent parfois être agressives, parfois plus pacifiques, mais elles sont toujours illégitimes et réprimandables en vertu des principes du droit international, cela peu importe si elles ont accompli leur mission ou non. Par contre, il est parfois ardu de mesurer l'importance que l'interférence étrangère peut avoir sur une élection.¹⁵

Le pays qui interfère le plus dans les élections étrangères est sans aucun doute les États-Unis d'Amérique avec plus de 81 interférences identifiées entre 1946 et 2000.¹⁶ Le deuxième plus grand violeur du principe d'autodétermination démocratique est la Russie (incluant l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS)) avec 36 interférences pour la même période. Précisons que cette estimation des interventions de l'URSS/Russie est sûrement sous-estimée.¹⁷ Il ne fait aucun doute que plusieurs de ces campagnes d'interférence ont porté fruit. On peut penser aux cas américains bien documentés dans plusieurs ex-états communistes comme en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, ou même plus récemment au Honduras ou en Iran. Les Russes ne sont pas en reste avec des interventions en France, Angleterre, Danemark, Italie, Grèce, Sri Lanka, Philippines...¹⁸ Il s'agit d'un problème qui touche pratiquement tous les pays et tous les continents.

L'idée que l'interférence n'influence pas les votes est fautive. Selon une étude, l'interférence étrangère augmente jusqu'à 3% la participation au scrutin des supporters de l'équipe promue par l'état malfaiteur.¹⁹ Dans plusieurs des cas, il est facile d'imaginer que ce chiffre est assez grand pour faire changer la balance surtout dans des élections très disputées. Malgré ces chiffres, plusieurs analystes demeurent sceptiques quant à l'impact concret des interférences. Dans le cas russe, on peut noter deux périodes distinctes d'intervention: 1991-2014 et post-2014. La première vague se concentre principalement sur les anciennes républiques soviétiques dans le but de renforcer le sentiment prorusse après la chute de l'URSS. Elle a seulement donné un succès russe dans quatre des onze cas, et de ces victoires, seulement une (Ukraine, 1994) est certainement due aux Russes étant donné les résultats très serrés.²⁰ La deuxième vague, de 2014 à aujourd'hui, attaque les démocraties établies de l'hémisphère ouest soit la Grande-Bretagne, principalement avec le Brexit, les élections françaises de 2017, les élections américaines de 2016... Avec 16 interférences, seulement deux ont eu du succès soit le Brexit et les élections tchèques de 2017. Sept autres, notamment avec les élections

¹⁵ Campbell Robertson et Mitch Smith, « What's the Big Deal? Ask Trump Voters on Russia Hacking Report, » *The New York Times*, 7 janvier 2017.

¹⁶ Dov H. Levan, "Partisan electoral interventions," *Conflict Management and Peace Science* (2016).

¹⁷ Scott Shane, « Russia Isn't the Only One Meddling in Elections. We Do It, Too, » *The New York Times*, 17 février 2018.

¹⁸ Martin Williams, « America's long history of meddling in other countries' elections, » Channel 4, 23 novembre 2017.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Lucan Ahmad Way et Adam Casey, « Russia has been meddling in foreign elections for decades. Has it made a difference? » *The Washington Post*, 8 janvier 2018.

présidentielles américaines, ont eu des résultats mixtes, c'est-à-dire que le candidat «prorusse» a été élu, mais sans répercussions bénéfiques pour la Russie par la suite.²¹ Même parmi les succès mentionnés plus haut, il est difficile d'attribuer en sa totalité le résultat à l'interférence russe. Cette réalité est particulièrement applicable en Europe où les débats sur l'immigration, les années de progression économique ralentie, suite à la crise financière de 2008, et l'augmentation de l'incidence d'attentats terroristes contribuent continuellement à repousser les pays vers des mouvements de droite populiste. Le résultat de ce décalage sur l'échiquier politique tend à favoriser les aspirations de Vladimir Poutine.

Même si les effets immédiats sur les électeurs sont difficiles à mesurer, il y a des conséquences dévastatrices au long terme. En effet, c'est en assumant que les règles générales du droit international peuvent être enfreintes au seul profit d'États individuels que l'on détruit la crédibilité du système de droit international.²² On risque d'observer des interférences encore plus graves et plus spécialisées. D'ailleurs, après la Guerre froide, les chercheurs observent une baisse du niveau de démocratie dans tous les États touchés par de l'intervention étrangère. Dans l'année même, un pays perd 6% en moyenne sur le « Polity scale » qui mesure le niveau de démocratie des états. Après cinq ans, l'état perd 20.2%; après 20 ans, la baisse s'élève à 29.7%. À garder en tête que les interventions de la Russie/URSS s'étaient en moyenne sur des périodes de 20 ans.²³ Bien que les études aient tendance à dire que les interventions soviétiques de cette période aient eu moins d'effets que celles des Américains, il faut préciser que les interventions américaines étaient principalement dans des États considérés comme étant déjà démocratiques. Les Russes se concentrent davantage sur les États autoritaires, ainsi il est plus difficile d'évaluer leur impact concret puisque même sans leur intervention, le pays se dirigeait déjà vers un régime autocratique. Cette baisse du niveau de démocratie est non seulement difficile à rattraper, mais elle entraîne aussi des conséquences sur le plan de la crédibilité internationale et nationale que se voit accorder le pays. En instiguant le doute que le gouvernement élu est issu d'un processus démocratique défectueux, la communauté internationale a tendance à marginaliser ce pays en cessant de l'inclure dans le processus décisionnel.²⁴ Pire encore, la population du pays en question peut perdre foi dans les institutions démocratiques reliées à la gouvernance nationale.

Les récentes attaques russes se font particulièrement par le biais des médias, engendrant ainsi une baisse de confiance dans les médias qui partagent de fausses nouvelles fabriquées pour inciter à la haine. Seulement 32% de la population américaine croit que les médias couvrent avec précision et intégrité les événements marquants, une baisse notable depuis les élections américaines de 2016. Il ne s'agit pas seulement des médias, on note également une baisse de confiance dans les institutions démocratiques, quelles qu'elles soient.

²¹ Ibid.

²² Klara Jordan, « How Meddling in Elections is Unraveling the International Liberal Order, » Atlantic Council, 21 février 2018.

²³ Daniel Berger, Alejandro Corvalan, William Easterly et Shanker Satyanath, « Do superpower interventions have short and long term consequences for democracy? » *Journal of Comparative Economics* 41, (2013), 22.

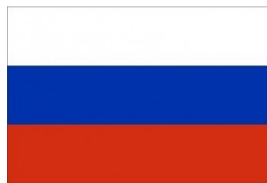
²⁴ Linda Chavez, « The most worrisome effect of Russia's election meddling, » New York Post, 13 janvier 2017.

Pour résumer, l'interférence est un grave problème, car même s'il est difficile d'évaluer les impacts concrets de celles-ci, au long et court terme elle engendre une baisse du niveau démocratique, de la confiance de la population envers les médias et les politiciens et discrédite le pays sur la scène internationale.

Comment?

La Russie semble utiliser deux techniques principales pour attaquer les campagnes électorales. La première est le « hacking », souvent dans le but de publier des documents compromettant les partis ayant des positions que l'on pourrait qualifier d'antirusses. Le schéma suivant vous aidera à comprendre comment les intelligences russes arrivent à se procurer ces documents contenant de l'information confidentielle. La stratégie 1 explique comment les hackers peuvent entrer dans les boîtes de courriel des politiciens, et ainsi voler les correspondances privées. La stratégie 2 permet d'entrer dans les boîtes de courriel, mais aussi avoir accès aux documents enregistrés dans l'ordinateur et les recherches internet des propriétaires de l'objet.

Stratégie 1: Phishing par courriel



From: Desjardins [support@solutionseignecom.videotron.ca] ← 1
To: ← 2
Cc: ← 2
Subject: [SPAM] Problemes de connexion a votre compte ← 2

Accès D ← 3
Guaranteed 100% Secure

Cher client,

Il est venue a notre attention, que votre de mot passe est ete entre 3 fois incorrectement. De ce fais, pour des raisons de securite nous avons temporairement bloqué votre compte. Pour faire retirer ce gel temporaire, veuillez cliquer sur le lien ci-dessous. <http://www.solutions.ac.desjardins.qc.fr/technoefetro.com/> tenant : Cliquez ici pour mettre a jour votre compte ← 4

Nous sommes desolés des inconvenients que cela occasionne. Mais il s'agit d'une mesure qui a été mise en place pour votre securite. Si vous avez déjà confirmé la procédure requise, alors ne portez pas attention a ce courriel.

Sincerement
Dominic Herald
Directeur des Fraudes ← 5
Desjardins AccèsD

La partie la plus importante de ce faux courriel est la présence d'un lien pour mettre à jour le compte (flèche #4). Ce lien sera utilisé pour collecter les nouveaux mots de passe des boîtes courrielles des politiciens.



Collection de nouveaux mots de passe pour les boîtes de courriel ou autres par les pirates russes

Stratégie 2: Malware



Trouver les ordinateurs connectés sous un même réseau, infiltrer ce réseau



Installer un malware²⁵ dans un minimum de 10 ordinateurs, idéalement le malware devrait être capable d'enregistrer les touches de clavier pressées et prendre des captures d'écran



Vol d'information et envoi du data dans des serveurs à l'étranger²⁶

Après la récolte d'informations, il est temps de les propager. Il s'agit ainsi de la deuxième technique d'interférence par les Russes, soit les campagnes de désinformation. Dans la majorité des cas européens, les Russes utilisaient de faux comptes automatisés (des «bots») pour propager de fausses nouvelles. Par exemple, les comptes propageaient des rumeurs sur l'homosexualité supposée de Macron ou le présentaient comme un espion pour les États-Unis. Les Russes utilisent également leurs propres plateformes médiatiques comme l'agence de presse gouvernementale *Sputnik* ou le journal *Russian Today* pour disséminer du faux

²⁵ « Le malware est la contraction des termes anglais *malicious* et *software*. Il désigne un logiciel malveillant s'attaquant aux ordinateurs, terminaux mobiles et objets connectés. [...] Les cybercriminels s'en servent pour cibler des particuliers ou des entreprises afin de dérober des données personnelles sensibles ou des informations financières. » (<https://www.futura-sciences.com/tech/definitions/securite-malware-2542/>)

²⁶ Alvin Chang, « How Russian hackers stole information from Democrats, in 3 simple diagrams, » Vox, 16 juillet 2018.

contenu.²⁷ Ces publications atteignent des membres bien en dehors des frontières russes, en raison de la possibilité de diffuser le contenu sur de nombreuses branches françaises ou britanniques.

Dans certains cas rares, ceux qui supportent le régime russe vont se présenter en personne lors de débats télévisés ou en faisant des manifestations dans l'espoir de changer l'opinion du public. On peut observer ce phénomène lors des manifestations au Pays-Bas appréhendant le vote sur l'accord d'échange entre l'Union européenne (UE) et l'Ukraine. Lors de ce genre de débat, les lois néerlandaises requièrent un référendum sur la question avant de voter sur le projet à l'UE. Des agents prorusses auraient infiltré des réunions de la mairie ou d'autres lieux de débat public et ils auraient créé la cacophonie.²⁸

Pourquoi?

Pourquoi la Russie continue-elle à interférer dans les élections? Évidemment, chaque cas d'interférence apporte sa propre réponse, mais on peut observer deux tendances principales. La première étant bien entendu de promouvoir son propre agenda politique en encourageant des dirigeants en faveur de l'autocratie de Poutine. On peut penser aux élections présidentielles françaises dans laquelle Moscou a donné 11 millions USD à la campagne de Marine Le Pen, la candidate du Front national, un parti d'extrême droite.²⁹ La logique est que les candidats, s'ils sont élus, peuvent faire la promotion d'une Union européenne moins unie et centralisatrice, ainsi que supporter la levée ou l'allègement des sanctions économiques contribuant au marasme de l'économie russe.³⁰

Premièrement, une UE faible avantage Poutine, car il est beaucoup plus facile de négocier avec chaque pays individuellement, surtout si les élus lui sont favorables. Si les pays sont membres d'une coalition forte et unie, il sera plus difficile de favoriser l'agenda russe sans répercussion.³¹ Si l'Europe ne présente pas un front uni, il est possible que les états étrangers s'infiltrerent. Récemment, la Grèce et la Hongrie ont toutes deux refusées d'endosser deux résolutions qui dénonceraient les violations des droits humains par la Chine. Les deux états reçoivent de nombreux investissements chinois ce qui les auraient fait dérailler de la vision libérale traditionnelle des pays membres de l'UE. L'interférence chinoise a augmenté les divisions déjà présentes entre les pays « receveurs » et les autres membres de l'UE sur la question des relations sino-européennes.³²

En ce qui concerne le second point, il est indéniable que l'économie de la Russie est très faible en comparaison à son pouvoir militaire et politique. Le PIB³³ de la Russie est équivalent à ceux de la Belgique

²⁷ Erik Brattberg et Tim Maurer, « Russian Election Interference: Europe's Counter to Fake News and Cyber Attacks, » Carnegie Endowment for International Peace, 23 mai 2018.

²⁸ Ibid.

²⁹ Becky Branford, « Information warfare: Is Russia really interfering in European states? » BBC News, 31 mars 2017.

³⁰ Ibid.

³¹ Joe Barnes, « EU collapse : Putin preying on « Weak » Europe and targets EU members for new Russia « Empire », » Express UK, 14 avril 2018.

³² Thorsten Benner et Jan Weidenfeld, « Europe, don't let China divide and conquer, » POLITICO, 19 mars 2018.

³³ Produit intérieur brut. Mesure de la production économique intérieure d'un pays.

<https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1199005-pib-produit-interieur-brut-definition-calcul-traduction/>

et des Pays-Bas combinés. À titre indicatif, le PIB de l'UE est 12 fois plus grand que celui de la Russie, et ce, malgré les énormes difficultés financières de l'UE depuis 2008.³⁴ Ces chiffres sont étonnants étant donné que la Russie était le «R» du groupe des B.R.I.C.S (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), soit les pays avec une importante croissance économique et une stabilité politique relative dans les années 2000.³⁵ Il est clair que les nombreuses sanctions limitent la croissance économique du pays. De nombreuses nouvelles sanctions ont été émises après l'invasion de la Crimée en 2014 notamment par l'UE et les États-Unis. Après l'interférence dans les élections américaines, les États-Unis ont répondu en imposant une nouvelle ronde de sanctions sur des compagnies et individus russes, faisant perdre près de 50% à la valeur marchande des compagnies visées.³⁶

Depuis 2014, trois types de sanctions ont été imposées sur la Russie et ses ressortissants. La première restreint l'accès aux marchés financiers de l'Occident pour certaines compagnies russes. La deuxième est un embargo sur les produits d'exportation comme le pétrole ou le gaz. La troisième, un embargo sur les produits d'équipement militaire tels que des armes ou des hautes technologies. L'embargo économique a contribué à faire baisser substantiellement le prix du pétrole russe, causant ainsi une baisse rapide de la valeur du rouble et du PIB russe.³⁷ Si Poutine espère atteindre un jour ces idéaux de grandeur, il aura besoin d'un État solide politiquement et économique ce qui est impossible actuellement dû aux sanctions.

Bien que l'interférence russe dans les élections européennes soit utile afin de promouvoir les intérêts politiques et économiques de la Russie, il y a aussi une autre raison à plus long terme pour laquelle Poutine s'incruste chez ses voisins. Dans la majorité des élections européennes, le but de l'interférence n'était pas nécessairement de faire élire des politiciens qui pourraient soutenir la cause russe, surtout dans les pays de l'ouest où cette idée aurait été un peu trop enthousiaste pour le moment. L'objectif était plutôt de semer le chaos dans les démocraties établies. Par exemple, dans le cas de l'élection anticipée en Angleterre de 2017, aucune campagne de désinformation n'a été détectée. Le but n'était pas d'élire un leader prorusse, mais bien de semer la zizanie et diminuer la confiance de la population envers les institutions britanniques.³⁸

Les interférences russes obtiennent un succès flagrant, et continuent à alimenter les politiques de droite extrême créant ainsi de nombreuses divisions dans les sociétés touchées. Ces divisions vont éventuellement bénéficier à Poutine, puisqu'une UE unie est beaucoup plus difficile à combattre que 28 États.

Étude de cas: Élections présidentielles américaines de 2016

Il est impossible de parler d'interférence dans les élections sans parler des États-Unis d'Amérique, de Donald Trump et de Facebook. La course électorale américaine de 2016 mettait en scène deux candidats pour le poste de « leader du monde libre », le républicain Donald Trump, et la démocrate Hillary Clinton.

³⁴ Paul de Grauwe, « Why Russia is economically weak and politically strong, » London School of Economics and Political Science, [s.d.]

³⁵ « B.R.I.C.S. » Universalis, [s.d.]

³⁶ Paul Ivan, « The US and the EU need a stronger dialogue on Russia sanctions, » European Policy Centre, 2eme mai 2018.

³⁷ « Sanctions after Crimea : Have they worked? » NATO Review, [s.d.]

³⁸ Bratterg.

Donald Trump a gagné les élections malgré le vote populaire qui a favorisé Clinton. Il s'agissait donc d'une élection assez serrée. Malgré le refus du Président Trump d'admettre l'interférence russe³⁹, il est impossible de soutenir cette assertion étant donné la quantité de fait la contredisant. Les Russes ont essentiellement utilisé les mêmes techniques qu'en Europe soit la propagation de fausses nouvelles à travers *Sputnik* et *Russia Today*. Par le biais de l'« Internet Research Agency » (IRA), ils ont également engagé des milliers d'individus pour partager des fausses nouvelles ou des messages divisaires sur différentes plateformes de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Snapchat, YouTube et même Pinterest, qui ont rejoint près de 140 millions de personnes sur Facebook seulement.⁴⁰ Les Russes sont également responsables des cyberattaques contre le parti démocrate incluant le hack des courriels de plusieurs membres haut placés de la campagne de Clinton notamment John Podesta, le directeur de la campagne, et la publication de ces courriels par le biais de WikiLeaks et de DCLeaks. Le but des Russes était de faire élire Trump puisque Clinton, a maintenu une position anti-russe assez agressive depuis de nombreuses années. Ce n'était pas seulement en alimentant la droite qu'ils ont réussi, mais aussi en divisant la gauche entre les deux candidats démocratiques principaux soit Clinton et Bernie Sanders.⁴¹ Les messages publiés par les faux comptes n'étaient pas toujours explicitement pro-Trump, mais ils « amplifient les messages politiques et sociaux diviseurs à travers tout le spectre idéologique -- des sujets des droits LGBT aux problèmes de race à l'immigration à l'imposition des droits de possession d'armes. »⁴² selon Alex Stamos, le chef de la sécurité pour Facebook.⁴³ Le but de ces pages était de créer une identité « américaine ». Voici un exemple de quelques statuts publiés par des fausses pages sur Facebook.

« Plus de 300 000 vétérans sont morts en attendant d'avoir des soins. » (Being Patriotic)

« Pourquoi y a-t-il tellement de privilèges et de bénéfices pour les enfants réfugiés alors que les enfants américains sont forcés à grandir dans la pauvreté? » (Secured Borders)

« On dirait que les Américains devraient être plus inquiets de la brutalité policière que de ISIS. »
(Blacktivists)^{44 45}

Il est toujours impossible d'évaluer l'impact concret de l'infiltration russe sur les résultats des élections américaines. Par contre, ce qui est maintenant certain, c'est que certains membres clé de l'équipe Trump ont été trouvés coupables de collusion notamment Paul Manafort, l'ancien directeur de la campagne.⁴⁶ Il reste

³⁹ Yamiche Alcindor, « WATCH : Trump refuses to acknowledge that Russia meddled in U.S. elections, » PBS, 16 juillet 2018.

⁴⁰ Jonathan Masters, « Russia, Trump, and the 2016 U.S. Election, » Council on Foreign Relations, 26 février 2018.

⁴¹ Chris Riotta, « Bernie Sanders says « it's no great secret » Russia was trying to divide democrats against Hillary, » Newsweek, 19 juillet 2017.

⁴² Traduction libre.

⁴³ Tom McCarthy, « How Russia used social media to divide Americans, » The Guardian, 14 octobre 2017.

⁴⁴ Traduction libre.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Scott Shane and Mark Mazzetti, « The Plot to subvert an election, » NY Times, 20 septembre 2018.

beaucoup d'éléments à clarifier, mais les liens entre des membres de l'équipe de campagne de Trump et le gouvernement russe semblent de plus en plus importants.

Actions possibles de l'UE

Étant donné les nombreuses attaques émises contre les membres de l'UE par les Russes, il ne va sans aucun doute que cette dernière tentera de se mêler de la campagne électorale pour le Parlement européen en mai 2019, particulièrement puisqu'il s'agit de la première fois que le Royaume-Uni ne sera pas présent aux élections. Les 73 sièges maintenant vacants sont à remplir.⁴⁷ Votre rôle en tant que délégués sera non seulement de chercher à mettre en place des mesures pour la protection de vos élections nationales, mais aussi celles paneuropéennes comme celle du Parlement. Les deux systèmes d'élections (paneuropéen et national) sont assez similaires, c'est-à-dire qu'il y a des candidats de chaque pays qui représente un parti se fait élire par la populace pour représenter leur intérêt dans le Parlement. Il est possible d'imaginer qu'un pays peut s'inspirer les meilleures pratiques et les erreurs des élections européennes et les éviter nationalement. À noter qu'aux élections européennes, les candidats sont souvent associés à un parti national, mais deviennent membres d'un des principaux partis européens après leur élection. De plus, le Parlement européen fonctionne avec un système de représentation par vote, donc si un parti obtient 30% des votes, il obtient alors 30% des sièges contestés.⁴⁸

Quel rôle joue l'UE dans ce système? Comment peut-elle mitiger les risques d'interférence? Il existe d'innombrables solutions. L'UE possède déjà un système pour observer l'interférence nommée le « East StratCom Task Force », mais cette plateforme n'obtient pas assez de financement et ne possède pas assez de personnel pour être capable de combattre la menace efficacement.⁴⁹ La plateforme travaille également en collaboration avec certains pays européens non membres comme l'Arménie, l'Ukraine et le Bélarus afin d'établir une stratégie de défense commune.⁵⁰ « East StratCom » produit le journal hebdomadaire « Disinformation Review » qui compile tous les cas dans lesquels de l'interférence russe est avérée et a propagé des fausses nouvelles, sans pourtant rejeter le blâme sur le président russe ou son gouvernement.⁵¹

En plus de la plateforme « East StratCom », de nombreux pays ont protégé leur propre élection avec des moyens innovateurs. Avant les élections néerlandaises de 2017, le pays, qui avait déjà interdit le vote par internet, a également banni les machines électroniques pour compter les ballots de votes, l'utilisation de clés USB et de courriels par les fonctionnaires électoraux. Les Pays-Bas ont également lancé de nombreuses campagnes de sensibilisation sur l'interférence russe en démontrant que certaines vidéos ou publications contenaient des fausses nouvelles qui ont été confectionnées par des « trolls » ou des « bots ».⁵² Les Pays-

⁴⁷ « EU sets May 26 for 2019 EU parliament election, » Reuters, 20 mars 2018.

⁴⁸ « European elections, » European Parliament, [s.d.]

⁴⁹ Joanna Plucinska, « EU needs tougher defense against Russian propaganda : MEPs, » Politico, 17 janvier 2018.

⁵⁰ « Questions and Answers about the East StratCom Task Force, » European Union External Action, 11 août 2017.

⁵¹ « About, » EU vs. Disinfo, [s.d.]

⁵² Bratterg.

Bas ont également collaboré avec Facebook pour installer une extension (« Facebook.tracking.expose ») qui permet de vérifier la source des nouvelles et d'exposer les interférences ou les « trolls». ⁵³

La France quant à elle, a organisé des rencontres entre les principaux candidats présidentiels et l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) pour établir une base de connaissance et expliquer aux candidats dans quelle mesure leur campagne peut être touchée en passant du « hacking » aux hameçonnages. ANSSI a également donné une liste d'experts indépendants qui ont les compétences pour évaluer la sécurité des systèmes d'infrastructures web pour chaque candidat, en plus de leur propre équipe partisane. ⁵⁴

Il existe de nombreuses autres initiatives par plusieurs acteurs internationaux. Nous vous encourageons à sortir de la sphère européenne et voir quelles actions ont été prises afin de mitiger les risques d'interférence à travers le monde. De nombreux autres systèmes sont possibles comme le système de freins et contrepoids, davantage de support pour les fonctionnaires électoraux, voire même des menaces envers la Russie ou des représailles économiques. Les possibilités sont infinies, alors utilisez votre créativité!

Conclusion

Nous espérons que ce guide vous a aidé à mieux comprendre les enjeux critiques de l'interférence et les conséquences désastreuses possibles pour la démocratie européenne. Comme nous l'avons mentionné, nous ne pouvons pas insister davantage sur l'importance d'une bonne recherche afin de comprendre les actions de tous les acteurs et les possibilités d'action sans enfreindre la souveraineté des États. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter, nous aurions le plaisir de vous répondre aussi vite que nous le pourrons. Bonne recherche!

Questions à considérer pour votre recherche

- Quelles sont les conséquences principales de l'interférence étrangère dans les processus démocratiques?
- Quelles sont les méthodes d'interférence utilisées par les Russes ou d'autres états dans votre pays?
- Quelles sont les politiques mises en place dans votre pays pour mitiger les risques d'interférence?
- Est-ce que ces politiques peuvent se transmettre dans une organisation internationale telle que l'UE?
- Quel est le rôle de l'UE dans la protection de la démocratie sur son territoire, mais aussi dans les pays non membres affectés par le problème?

⁵³ « Facebook.tracking.exposed, » Facebook, [s.d.]

⁵⁴ Bratterg.

Bibliographie

« About. » EU vs. Disinfo, [s.d.]

Ahmad Way, Lucan et Adam Casey. « Russia has been meddling in foreign elections for decades. Has it made a difference? » *The Washington Post*, 8 janvier 2018.

Alcindor, Yamiche. « WATCH : Trump refuses to acknowledge that Russia meddled in U.S. elections. » PBS, 16 juillet 2018.

Barnes, Joe. « EU collapse : Putin preying on « Weak » Europe and targets EU members for new Russia « Empire ». » *Express UK*, 14 avril 2018.

Berger, Daniel, Alejandro Corvalan, William Easterly et Shanker Satyanath. « Do superpower interventions have short and long term consequences for democracy? » *Journal of Comparative Economics* 41, (2013), 22-47.

Branford, Becky, « Information warfare : Is Russia really interfering in European states? » *BBC News*, 31 mars 2017.

Brattberg, Erik et Tim Maurer. « Russian Election Interference : Europe's Counter to Fake News and Cyber Attacks. » *Carnegie Endowment for International Peace*, 23 mai 2018.

« B.R.I.C.S. » *Universalis*, [s.d.]

Chang, Alvin. « How Russian hackers stole information from Democrats, in 3 simple diagrams. » *Vox*, 16 juillet 2018.

Chavez, Linda. « The most worrisome effect of Russia's election meddling. » *New York Post*, 13 janvier 2017.

« European elections. » *European Parliament*, [s.d.]

« EU sets May 26 for 2019 EU parliament election. » *Reuters*, 20 mars 2018.

de Grauwe, Paul. « Why Russia is economically weak and politically strong. » *London School of Economics and Political Science*, [s.d.]

« Facebook.tracking.exposed. » *Facebook*, [s.d.]

Ivan, Paul. « The US and the EU need a stronger dialogue on Russia sanctions. » *European Policy Centre*, 2eme mai 2018.

Jordan, Klara. « How Meddling in Elections is Unraveling the International Liberal Order. » *Atlantic Council*, 21 février 2018.

Masters, Jonathan. « Russia, Trump, and the 2016 U.S. Election. » *Council on Foreign Relations*, 26 février 2018.

McCarthy, Tom. « How Russia used social media to divide Americans. » *The Guardian*, 14 octobre 2017.

Plucinska, Joanna. « EU needs tougher defense against Russian propaganda : MEPs. » *Politico*, 17 janvier 2018.

« Questions and Answers about the East StratCom Task Force. » European Union External Action, 11 août 2017.

Riotta, Chris. « Bernie Sanders says « it's no great secret » Russia was trying to divide democrats against Hillary. » Newsweek, 19 juillet 2017.

Robertson, Campbell et Mitch Smith. « What's the Big Deal? Ask Trump Voters on Russia Hacking Report. » The New York Times, 7 janvier 2017.

« Sanctions after Crimea : Have they worked? » NATO Review, [s.d.]

Shane, Scott. « Russia Isn't the Only One Meddling in Elections. We Do It, Too. » The New York Times, 17 février 2018.

Williams, Martin. « America's long history of meddling in other countries' elections. » Channel 4, 23 novembre 2017.